



# ACSEL : Moyens de paiement

## Atelier réglementaire

# Nouvelles offres de paiement : effusion, profusion, confusion ?

## Lutte contre la fraude et prestataires de services intermédiaires

Martine Briat

*Directeur des Affaires Juridiques et Bancaires*





## Une chaîne cohérente de contrats :

- Contrat porteur/utilisateur de l'instrument de paiement
- Contrat d'acceptation (VADS, réception de fonds, proximité, automate etc)
- Règles obligatoires "CB" pour l'émetteur de la carte "CB" et pour l'acquéreur "CB"



## Règles pour :

- Le fonctionnement du système (une carte "CB" doit être acceptée chez le point de vente affichant "CB")
- La sécurité (lutte contre la fraude ou le blanchiment)



- Mesures préventives : investissements sécuritaires (scoring, puces EMV, autorisation , blocage de la carte, etc)
- Mesures curatives : observation des comportements des fraudeurs et bonne connaissance des clientèles commerçants/accepteurs et porteurs



- Un système de paiement repose pour sa sécurité sur une double connaissance :
  - L'émetteur connaît son porteur et sait gérer le risque porteur
  - L'accepteur connaît son métier
- Quid du client occasionnel ?



- Un système de paiement repose pour son fonctionnement sur une répartition des responsabilités entre les 4 acteurs :
  - entre l'émetteur et l'acquéreur : règles "CB" des impayés et des conditions de la garantie
  - entre l'émetteur et le porteur : application du contrat porteur "CB"
  - entre l'acquéreur et le commerçant : application du contrat d'acceptation "CB"





## ARTICLE 10 : RESPONSABILITE DE L'EMETTEUR

10.1 Lorsque le Titulaire de la carte "CB" nie avoir donné son consentement pour réaliser une opération de paiement et/ou de retrait, il appartient à l'Emetteur d'apporter la preuve que l'opération a été authentifiée, dûment enregistrée et comptabilisée conformément à l'état de l'art et qu'elle n'a pas été affectée par une déficience technique. Cette preuve peut être apportée par tous moyens, notamment par les enregistrements des Equipements Electroniques ou leur reproduction sur un support informatique de l'utilisation de la carte "CB" et du dispositif de sécurité personnalisé.

(FACULTATIF : L'Emetteur peut utiliser ces enregistrements comme justification de leur imputation au compte sur lequel fonctionne la carte "CB").

10.2 L'Emetteur est responsable des pertes directes encourues par le Titulaire de la carte "CB" dues à une déficience technique du système "CB" sur lequel l'Emetteur a un contrôle direct.

Toutefois, l'Emetteur n'est pas tenu pour responsable d'une perte due à une déficience technique du système "CB", si celle-ci est signalée au Titulaire de la carte "CB" par un message sur l'Equipement Electronique ou d'une autre manière visible.





## ARTICLE 12 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE DE LA CARTE "CB" ET DE L'EMETTEUR<sup>(1)</sup>

### 12.1 Principe

Le Titulaire de la carte "CB" doit prendre toute mesure pour conserver sa carte "CB" et préserver le dispositif de sécurité personnalisé qui lui est attaché, notamment son code confidentiel [OPTION : code secret]. Il doit l'utiliser conformément aux finalités spécifiées à l'article 1.

Il assume, comme indiqué à l'article 12.2, les conséquences de l'utilisation de la carte "CB" tant qu'il n'a pas fait une demande d'opposition (ou de blocage) dans les conditions prévues à l'article 11.

<sup>(1)</sup> Les dispositions applicables lorsque l'Emetteur est situé à Saint Pierre et Miquelon et à Mayotte font l'objet d'un avenant au présent contrat.

# Contrat porteur : article 12



## ARTICLE 12 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE DE LA CARTE "CB" ET DE L'EMETTEUR

### 12.2 Opérations non autorisées, effectuées avant la demande d'opposition (ou de blocage)

Les opérations consécutives à la perte ou au vol de la carte "CB" sont à la charge du Titulaire de la carte "CB" dans la limite de 150 euros ; toutefois sa responsabilité n'est pas engagée en cas d'opération de paiement effectuée sans utilisation du dispositif de sécurité personnalisé.

Cependant lorsque le prestataire de services de paiement de l'Accepteur est situé hors de l'Espace Economique européen, hors de Saint Pierre et Miquelon ou de Mayotte, les opérations consécutives à la perte et vol de la Carte "CB" sont à la charge du Titulaire de la Carte "CB" dans la limite de 150 euros même en cas d'opérations de paiement effectué sans utilisation du dispositif de sécurité personnalisé.

Les opérations non autorisées du fait de la contrefaçon de la carte "CB" ou de l'utilisation non autorisée des données liées à l'utilisation de la carte "CB" sont à la charge de l'Emetteur.



## ARTICLE 12 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE DE LA CARTE "CB" ET DE L'EMETTEUR

### 12.3 Opérations non autorisées, effectuées après la demande d'opposition (ou de blocage)

Elles sont également à la charge de l'Emetteur, à l'exception de celles effectuées par le Titulaire de la carte "CB".

### 12.4 Exceptions

Toutes les opérations non autorisées sont à la charge du Titulaire de la carte "CB", sans limitation de montant en cas :

de négligence grave aux obligations visées aux articles 2, 3 et 11.1 ;  
d'agissements frauduleux du Titulaire de la carte "CB".

# Contrat d'acceptation en paiement à distance sécurisé par cartes "CB" ou agréées "CB" (VADS) : article 6



## ARTICLE 6 : RÉCLAMATION ET CONVENTION DE PREUVE

### 6.1 Réclamation

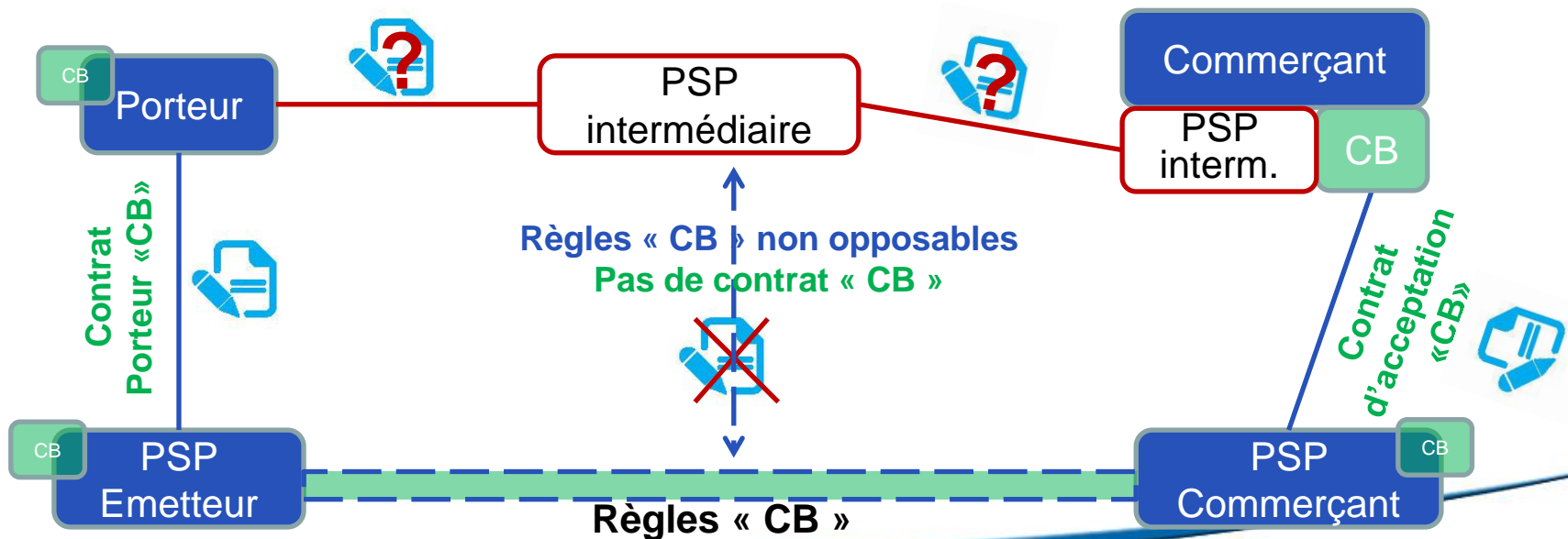
Toute réclamation doit être formulée par écrit à l'Acquéreur "CB", dans un délai maximum de 6 mois à compter de la date de l'opération contestée, sous peine de forclusion. Ce délai est réduit à 15 jours calendaires à compter de la date de débit en compte résultant d'une opération de paiement non garantie, notamment en cas d'impayé.

### 6.2 Convention de preuve

De convention expresse entre les parties, les enregistrements électroniques constituent la preuve des opérations de paiement remises à l'Acquéreur "CB". En cas de conflit, les enregistrements électroniques produits par l'Acquéreur "CB" ou le GIE "CB" prévaudront sur ceux produits par l'Accepteur "CB", à moins que ce dernier ne démontre l'absence de fiabilité ou d'authenticité des documents produits par l'Acquéreur "CB" ou le GIE "CB".

## En conséquence si :

- un intermédiaire rend un service au porteur, il se situe entre l'émetteur et son client
- un intermédiaire rend un service au commerçant, il se situe entre l'acquéreur et le commerçant







## **Les intermédiaires doivent :**

- **Avoir leurs propres systèmes d'évaluation des risques qu'ils prennent**
- **Avoir une relation privilégiée avec leurs clients, qu'ils soient porteurs, consommateurs, commerçants ou autres et l'avoir contractualisée.**





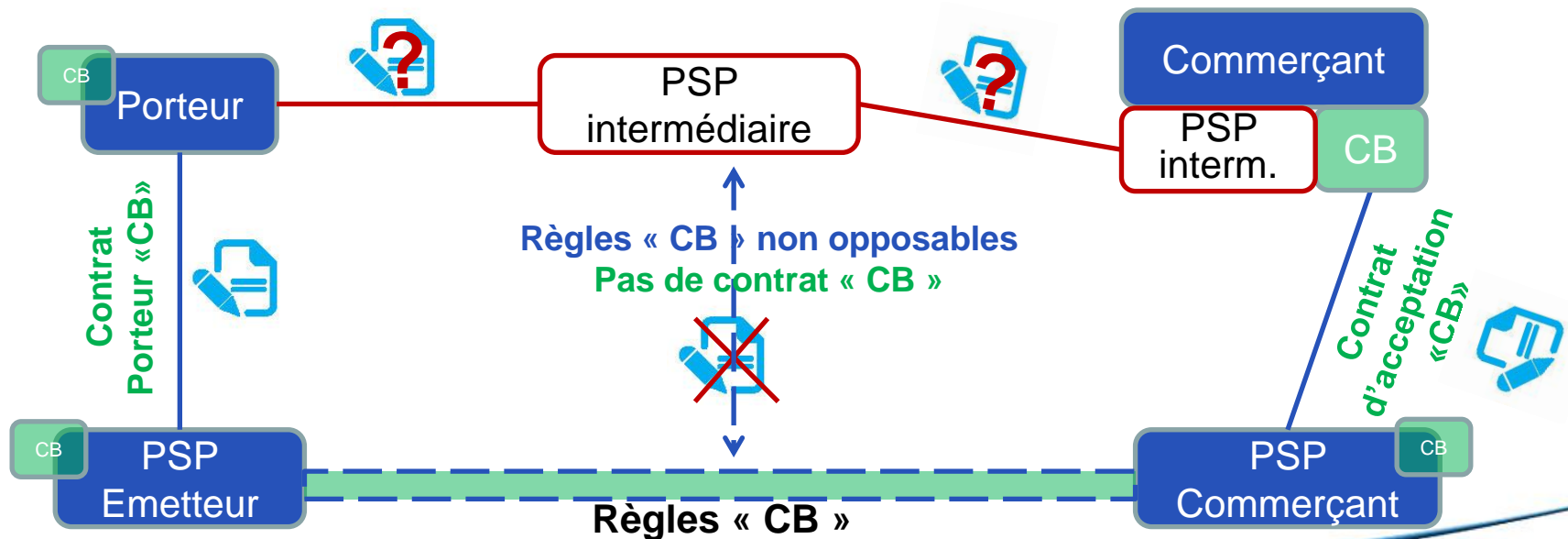
**En effet :**

- Si son système d'enrôlement n'est pas adapté, les fraudeurs vont utiliser son système (voir contrôle et vérification des identités par des "non professionnels")



- Si son système n'est pas connu, des phénomènes de phishing peuvent survenir
  - pas d'authentification du site de l'intermédiaire, voire des points de vente qu'il a affiliés

- Si son système n'a pas de relations juridiques avec un des 4 acteurs, le problème des responsabilités va être difficilement résolu
  - car rupture de la chaîne contractuelle (difficulté à imposer un audit (ex : des systèmes de réservation d'hôtels))



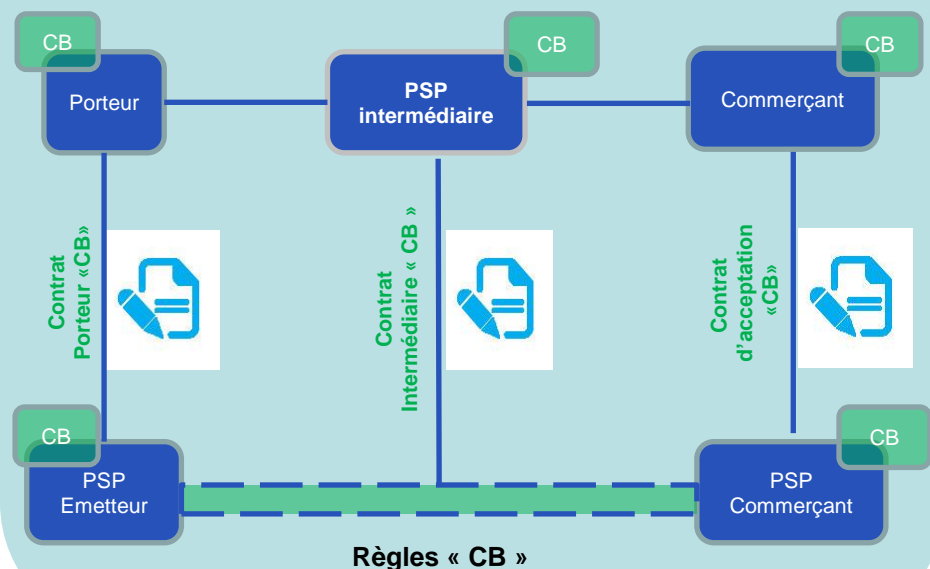
# Réflexion : que doit-on faire ?



- Agréer les intermédiaires ou limiter la responsabilité des acteurs "CB" à ce qui est sous leur "contrôle" ?

ou

## Agrément ?



## Partage de responsabilité ?

